

**THÈSE PRÉSENTÉE A L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS
POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS**

PAR

Leonardo Calcagno
ÉCOLE DOCTORALE SHS
Discipline : Science Économique

**Argentina's social security system : a dynamic microsimulation model for
projecting its sustainability, adequacy and redistributive impact**

Soutenue Publiquement
Le 11 décembre 2018 à 10h
Université d'Orléans, en Salle B103 - UFR DEG

MEMBRES DU JURY :

Hippolyte d'Albis	Directeur de recherche, CNRS
Didier Blanchet	Expert de haut niveau, INSEE
Vera Chiodi	Maître de Conférences, Université Paris 3
Alexis Direr	Professeur, Université d'Orléans
Gijs Dekkers	Analyste de politiques senior au Directoire Général ; chercheur associé à l'Université de Leuven, et Président de l'Association Internationale de Microsimulation
Anne Lavigne	Professeur, Responsable des études au COR
Muriel Roger	Professeur, Université Paris 1

RÉSUMÉ

Le principal organisme argentin de retraites et d'allocations familiales, l'Administration Nationale de Sécurité Sociale (ANSES), ne projette pas ses besoins de financement futurs. Nous proposons ici le premier modèle de microsimulation dynamique qui projette la soutenabilité de ce système, et le deuxième modèle de son genre appliqué à un pays en développement. Il permet aussi d'évaluer l'impact des réformes adoptées en 2016 et 2017 sur le système de sécurité sociale. Le Chapitre 1 détaille la législation argentine en matière de sécurité sociale, estime le déficit de 2017 à -1.5% du PIB, et étudie les bases de données nécessaires au développement de notre modèle. Nous développons notre modèle dans le Chapitre 2. Nous créons des carrières individuelles plausibles pour les individus de notre base de départ, et simulons leurs comportements futurs ayant trait au travail, à la famille et à l'éducation, ce qui crée un panel qui englobe la période 2014-2040. Nous en déduisons dans le Chapitre 3 nos résultats. Nos projections anticipent un déficit de la sécurité sociale de -5.5% du PIB d'ici 2022, qui devrait se stabiliser ensuite à ce niveau jusqu'en 2040. C'est une conséquence des réformes de 2016 et de 2017, qui réduisent les taxes allouées à ANSES et baissent des impôts et cotisations sociales. Sans ces réformes et en gardant un minimum retraite universel, non seulement l'adéquation et la redistribution induite par la sécurité sociale auraient été plus grandes, mais nous projetons également un déficit moins important entre 2014 et 2040. Ceci suggère que les réformes de 2016 et 2017 cherchaient à réduire la soutenabilité économique et politique du système, afin de favoriser une réforme plus ambitieuse prévue d'ici 2019.

Mots clés : Retraites, Sécurité Sociale, Microsimulation, Travail, Démographie, Argentine, Évaluation de politiques publiques, Finances publiques, Comptes Publics

LABORATOIRE D'ÉCONOMIE D'ORLÉANS